



Crise du Coronavirus : Quand la pandémie démontre les inégalités de genre

Marylise Wauters ■ Août 2020

La crise sanitaire que nous traversons est désormais politique, économique et sociale. Le risque de voir les inégalités se creuser est réel en raison de cette crise multi-facettes. Le monde « d'avant », s'il n'est pas profondément remis en question, laissera sur le bord de la route les plus faibles dont les femmes sont les principales représentantes.

1^{ère} ligne : femmes sur-représentées et pourtant sous-payées

Infirmières, techniciennes de surface, blanchisseuses, aides-soignantes, médecins, aides familiales, accueillantes, caissières, réassortisseuses, enseignantes, assistantes en pharmacie... Nombreuses ont été les femmes au front contre le Coronavirus.

Logique quand on sait qu'elles sont présentes de manière écrasante dans les secteurs qui n'ont pas été à l'arrêt (au contraire) pendant le confinement : que ce soient les métiers liés aux soins, le « Care », mais aussi le secteur du commerce et le nettoyage.

La crise sanitaire a mis en évidence le caractère fondamental et essentiel de ces métiers, pourtant peu valorisés et mal payés. Tous les soirs à 20h, nous avons applaudi ces femmes et ces hommes travaillant pour le collectif. Comme si le virus les avait sortis de l'ombre... Mais pour combien de temps ?

Des salaires trop bas

En Belgique, les infirmières, les caissières, les aides-soignantes ont un salaire mensuel inférieur au salaire moyen en Belgique. Un exemple ? Une caissière touche en moyenne 2.357€ brut alors que le salaire moyen est de 3.358€.

Avec le chômage temporaire, les aide-ménagères ont dû faire face à des pertes de revenus abyssales : leur salaire très bas, de 1.100€ net mensuel (en moyenne) pour 25h/semaine, a été réduit à 626€ net au mois de mars. Ces salariées n'ont pratiquement jamais de marge de manœuvre financière pour faire face aux imprévus.

Soins de santé et aide aux personnes

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a étudié le personnel de santé dans 104 pays : 70% de la main-d'œuvre mondiale dans ce domaine sont des femmes. En Belgique, elles y représentent près de 80%¹ du personnel. Pra ailleurs, 90%² du personnel des maisons de repos et 96%³ du personnel de crèche sont des femmes.

¹ https://www.rtf.be/info/societe/detail_infirmieres-puericultrices-caissieres-une-grande-majorite-de-femmes-en-premiere-ligne?id=10475026

² <https://www.femmesprevoyantes.be/2020/04/10/analyse-2020-la-crise-sanitaire-du-covid-19-revelatrice-a-grande-echelle-des-failles-de-notre-systeme/>

³ Idem

Alors que le pays était confiné, ces femmes sont allées au front, tous les jours, la peur au ventre. Matériel de protection manquant, travail en sous-effectif, horaires décaqués, mort de patients, collègues malades ou décédés du Covid... Le travail dans les hôpitaux et les maisons de repos a été des plus pénibles...

Depuis des décennies, les services publics, particulièrement ceux liés aux soins de santé, ont été la cible de réformes et autres plans d'assainissement qui, sous couvert d'amener plus d'efficacité, ont été le prétexte à des économies drastiques... souvent au bénéfice du secteur privé.

Victimes d'une doctrine néolibérale armée d'un vocabulaire efficace pour éveiller la peur, l'envie et la paranoïa, nos hôpitaux et homes ont été vidés de leurs moyens financiers et matériels au détriment du personnel soignant et de la patientèle.

Parmi les étapes planifiées par le gouvernement Michel et ses prédécesseurs, citons la vaste réforme en 2015 de la Ministre de la santé, Maggie De Block, destinée à raccourcir la durée des hospitalisations et réduire les coûts des soins de santé. Premières victimes de ces nouvelles dispositions : les nouvelles mères, renvoyées à la maison avec leurs bébés, après 2 jours sans qu'un suivi à domicile à la hauteur des besoins ne soit prévu, et encore moins financé.

Deux ans plus tard, en 2017, le budget alloué au secteur des soins de santé a subi de plein fouet une coupe de 900 millions d'euros sous le mandat de Sophie Wilmès, à l'époque Ministre du Budget. Pendant ce temps, l'évasion fiscale s'élève à 30,4 milliards d'euros en Belgique⁴.

Des métiers « féminins » ? Entre construction sociale et essentialisme⁵

Pourtant essentiels au bien-être de tous et toutes, les métiers du soin et de l'hygiène pâtissent d'une vision peu glorieuse. Ils sont peu et mal rémunérés. Leur utilité sociale n'est pas reconnue, tout comme la rudesse physique et psychologique des tâches.

Nous l'avons vu, les femmes sont très majoritairement présentes dans les métiers dits du « care », des soins. Des métiers souvent qualifiés de « féminins ». La faute en partie à une intégration culturelle du sentiment de devoir se « sacrifier » pour autrui, croyance très tenace chez de nombreuses femmes, distillée par une vision patriarcale de la société.

La distribution des « rôles » et des compétences attendues dans une société se fait encore sur base d'attentes sociales genrées. Même après 50 ans de revendications féministes, la répartition des métiers n'est pas encore totalement aboutie. Les soins aux personnes et aux objets sont encore souvent présentés comme des compétences féminines, « innées » et naturelles.

⁴ <https://www.femmesprevoyantes.be/2020/04/10/analyse-2020-la-crise-sanitaire-du-covid-19-revelatrice-a-grande-echelle-des-failles-de-notre-systeme/>

⁵ Le terme « essentialisme » désigne en sociologie l'idée selon laquelle hommes et femmes sont différents par essence, c'est-à-dire selon laquelle leur nature (féminine ou masculine) détermine non seulement leur physiologie, mais dans une certaine mesure l'être et l'agir. La notion opposée est le constructionnisme. La position essentialiste en ce domaine considère que l'innéité biologique prévaut nécessairement dans le comportement d'un individu sur les acquisitions ultérieures qu'il a pu faire ou construire - WIKIPEDIA

Entre mépris social, exploitation économique et prisme sexiste, les métiers du *Care* sont présentés aux femmes comme un chemin tout tracé vers une reconnaissance des pairs. Il est dès lors compliqué de se rebeller quand « la conscience professionnelle » vient brouiller les cartes, que la peur d'abandonner celui ou celle qui souffre cache la responsabilité défailante des institutions.

Nettoyage

La crise sanitaire met également en évidence le caractère fondamental du travail effectué par les travailleuses et travailleurs du secteur du nettoyage.

En ce qui concerne le nettoyage en entreprise, les besoins au sein des structures collectives (hôpitaux, écoles, entreprises...) ont explosé. Les travailleuses, faisant partie d'une main-d'œuvre avec un salaire très faible, ont été fortement sollicitées et n'ont souvent pu refuser des tâches pourtant à haut risque pour leur santé.

Quant aux 140.000 aide-ménagères (titres-services), elles ont, elles aussi, été touchées de plein fouet par la crise du Covid. Les unes devant aller travailler, la peur au ventre, vu le peu de protection à disposition. Les autres se retrouvant en chômage temporaire car une partie de la clientèle confinée, voire au chômage, n'a plus fait appel aux titres-services⁶.

Aides familiales

Les aides familiales n'ont cessé d'être sur le terrain, faisant face à des demandes croissantes, en étant peu ou pas équipées pour se protéger et protéger les personnes qu'elles aident. Les conditions de travail sont difficiles et le salaire faible. Le stress sous Covid a été décuplé. Ces femmes n'ont pourtant pas abandonné les personnes dont elles s'occupent au quotidien⁷... Au contraire !

2^{ème} ligne : les écoles ferment... Qui s'occupe des enfants ?

Sur base des chiffres de la charge mentale des femmes en Wallonie, on constate qu'elles consacrent en moyenne 11 heures de plus par semaine, que les hommes, au travail ménager, aux soins et à l'éducation des enfants. On estime ce « temps » à 26h17 pour les femmes contre 15h27 pour les hommes. En conséquence, les femmes ont 4 heures de repos et de loisirs en moins par semaine que les hommes.

Traditions culturelles, modèle genré difficile à déconstruire, les habitudes ont la peau dure et les choses ont peu changé depuis 50 ans.

Le confinement et l'après-confinement n'ont pas fait évoluer la situation. Enfants sans école, télétravail, familles monoparentales (90% de femmes), la charge mentale des femmes sous l'ère Covid ne cesse d'augmenter.

⁶ https://www.rtb.be/info/societe/onpdp/detail_aides-menageres-a-domicile-annulations-en-cascade?id=10459646

⁷ <https://www.lalibre.be/belgique/societe/coronavirus-la-cne-reclame-des-garanties-supplementaires-pour-les-aides-a-domicile-5e74b0f3d8ad582f31c24a82>

Les choix financiers dans le couple avec enfant(s) sont et seront « vite » faits : comme dans le cadre des congés parentaux hors période de pandémie, il est à parier que toutes les solutions permettant d'assurer une présence à la maison seront dévolues aux femmes dont les salaires plus bas seront sacrifiés avec toutes les conséquences à long terme que cela peut avoir sur leur carrière et leur indépendance financière.

Santé mentale et insécurité à la maison

Travailler à la maison et gérer les enfants ou « comment apprendre à jongler au péril de sa santé mentale » : voilà un résumé assez violent des différents témoignages de mères salariées ou indépendantes après des semaines de confinement.

Tout dépend évidemment de la configuration de la famille et de son mode de fonctionnement mais les parents qui se sont vu « offrir » la possibilité de rester à la maison pour « prendre soin de soi et des autres » comme on aime nous le répéter à l'envie, ne vivent pas forcément les choses de manière positive.

Le télétravail est déjà en soi une thématique qui éveille beaucoup de critiques et de mise en garde de la part d'observateur.trice.s du monde du travail, d'expertes et d'experts. Télétravailler peut-être la porte ouverte à un temps de travail mal défini, à des horaires très longs, à une scission parfois impossible entre espace privé et professionnel, à des maux de dos du fait d'un matériel inadéquat, à des dépenses imprévues pour s'équiper. Mais insistons surtout sur « l'invisibilisation » des êtres et des rapports sociaux. Comment créer une réelle solidarité et une communication sereine quand on est isolé.e chez soi ?

La situation actuelle pose également la question des réunions physiques et *on line*. L'absence physique des femmes dans des conditions de surcharge mentale liée à la famille pendant que d'autres peuvent être présents sur le lieu de travail peut avoir des conséquences négatives sur leur carrière, sur leur place au sein des collectifs professionnels et sociaux.

Travailler chez soi avec un (ou plusieurs) enfant, particulièrement peu autonome, peut devenir un enfer, surtout quand l'expérience se prolonge. La Ligue des familles a mis à disposition un espace de témoignages pour les parents qui souvent relativisent leur stress mais de moins en moins au plus le temps passe. « *C'est galère, quand on télétravaille avec un jeune enfant, car on a le sentiment de ne rien faire correctement, ni travailler, ni bien s'occuper de son enfant* ». Un tiraillement souvent doublé d'un sentiment de culpabilité⁸ témoignent les parents interrogés.

Si on ajoute à cette recette « enfant(s) + télétravail + climat anxigène » quelques ingrédients tels qu'une habitation inadéquate (trop petite, insalubre, etc.), une situation de handicap pour un des membres de la famille, des soucis financiers et/ou personnels importants... Le mélange peut devenir explosif. Le stress et la fatigue accumulés par certains parents auront également un impact à long terme sur leur santé et leur carrière.

Ajoutons également que toutes les notions d'asepsie et de prévention face au COVID-19 risquent très probablement d'alourdir une nouvelle fois la charge mentale des familles et de beaucoup de compagnes et de mères : prévoir les stocks de masques, les trouver et/ou les fabriquer, les laver à temps, nettoyer les objets et les lieux communs à la famille de manière encore plus intensive, pré-

⁸ <https://www.laligue.be/leligueur/articles/confinement-les-temoignages-de-parents-entre-enfer-et-paradis>

voir horaires de courses et de travail pour éviter tout risque pour les enfants, etc. La liste est longue.

La violence à la maison

Le contraire aurait été étonnant, le confinement agit sur les situations tendues comme le feu sous un cocote minute.

Hessina Semah, contributrice pour les Grenades de la RTBF, résume la situation délicate de ces femmes :

« L'isolement social des victimes, la promiscuité accrue avec l'auteur-e, les tensions exacerbées par l'incertitude, le bruit des enfants et les potentiels problèmes financiers du couple constituent un terreau particulièrement propice à l'augmentation des violences, aggravé par un accès amoindri aux services de protection et d'accueil. Les femmes en situation de handicap sont, par ailleurs, davantage vulnérables face à cette recrudescence des violences. En temps « normal », ces femmes fragilisé-e-s peuvent s'octroyer de moments de répit (aller au travail, aller chercher les enfants, faire les courses, etc.) pour s'éloigner des violences psychologiques, verbales, physiques et/ou sexuelles perpétrées par leur compagnon. Or, les mesures de distanciation sociale limitent fortement ces moments de pause et rendent difficile, pour les spécialistes de la lutte contre les violences, le maintien d'un lien avec ces femmes(...) »⁹.

Différents pays ont pris des initiatives pour tenter d'aider les victimes : à Bruxelles, la police a recontacté toutes les personnes qui avaient, dans les trois mois précédents la quarantaine, dénoncé des faits de violence dans leur famille. Plusieurs Etats ont renforcé la publicité des lignes gratuites de soutien, un meilleur accès à des psychologues en ligne ainsi que le soutien effectif aux centres d'accueil.¹⁰

Mais de nombreuses situations restent, et resteront, une nouvelle fois invisibles car cachées ou volontairement ignorées.

3^{ème} ligne : les oubliées

Qui possède une machine à coudre et sait l'utiliser ? Encore une fois une écrasante majorité de femmes : 95%¹¹!

Le vocabulaire et les images utilisés ne sont pas anodins : les appels à la solidarité s'adressent à des « couturiÈREs » bénévoles. Pourquoi lorsqu'il s'agit d'une activité de production faite par des femmes, celle-ci doit être gratuite et, qui plus est, intensive ? Et sans se plaindre de la surcharge de travail et de dépense, s'il vous plait Mesdames!

⁹ SEMAH Hassina, « Inégalités et violences, la face cachée du confinement », RTBF, 23 mars 2020, https://www.rtbef.be/info/dossier/les-grenades/detail_inegalites-et-violences-la-face-cachee-duconfinement?

¹⁰ <https://www.cncd.be/impacts-genres-coronavirus-femmes-ligne-front-pandemie?fbclid=IwAR2FZNwoHOWyIf3ik3dJbdA7FnGJoeTqX15La-LrHdsppPTecPHIHRj9Y5w>

¹¹ Estimation d'Agir par la culture.

Heureusement, la voix des costumières et couturières s'est élevée pour une reconnaissance de ce travail qui vient suppléer les manquements des Etats et fournir une solution bien moins polluante par rapport aux masques jetables.

La réactivité des femmes en cas de crise

Dès les premiers jours du confinement, les réseaux sociaux se sont agités, les initiatives pour adoucir les difficultés rencontrées se sont multipliées. Derrière ces actions : souvent des femmes. Une surprise ? Pas vraiment comme le souligne, dans son article, Elli Mastorou des Grenades de la RTBF¹². Comme nous l'avions abordé dans le passage sur la non-reconnaissance des métiers féminins, la construction sociale de ce que font, sont et aiment les femmes s'imisce également dans la façon dont celles-ci vont choisir de réagir en période de crise. Assignées au champ professionnel, lexical et aux valeurs du soin, du « care », nombre d'entre elles prennent en charge, en plus de toutes leurs obligations quotidiennes, le fait de mener à bien ces petites et grandes choses pour équiper le personnel soignant, nourrir les sans-papiers, soutenir les voisins et voisines isolé.e.s.

Les artistes

Le monde des Arts est un des secteurs les plus radicalement impactés. Mais quel secteur ! Porteur à la fois de visions pluralistes, critiques et de divertissement, celui-ci se voit privé de son public, source de revenus et de sens. Si certains métiers peuvent atténuer certaines pertes par la digitalisation et la communication par les réseaux sociaux, la grande majorité des artistes sont confronté.e.s aux lenteurs administratives, à des revenus précaires plus que rabotés, aux semi-mesures politiques, aux programmations chamboulées, avec un encombrement des futurs agendas culturels en prime...

Les femmes artistes payent la note avec quelques factures supplémentaires au menu : le secteur est depuis très longtemps régi par un sexisme ambiant, privant les femmes d'accéder à des postes à responsabilité, que ce soit au sein des institutions culturelles publiques ou dans le privé. Et (ne) parlons (pas) de la reconnaissance sociale des métiers artistiques endossés par les femmes ni du harcèlement sexuel subi à chaque étage des métiers artistiques¹³.

Ajoutons à ces ingrédients, une pandémie mondiale et vous obtenez des travailleuses appauvries, qui vont être confrontées à une concurrence ardue dans les mois à venir et dont la voix devra être soutenue pour éviter qu'elle ne s'éteigne.

Les travailleuses du sexe

Depuis mi-mars, les communes belges ont émis l'interdiction du travail du sexe pour éviter la propagation du Coronavirus. Si les mesures sont comprises par la plupart des travailleuses et des travailleurs du secteur, leur situation est loin d'être évidente. Les métiers du sexe sont particulièrement précaires et rares sont celles et ceux qui bénéficient d'un filet de sécurité en cas de pertes de revenus. Dans le domaine, tout reste à faire en matière de statut, de commission paritaire. Les associations qui soutiennent les prostitué.e.s comme l'asbl Espace P et le syndicat Utsopi ont depuis longtemps dénoncé le manque d'accès à la sécurité sociale et à des conditions de travail correctes.

¹² https://www.rtb.be/info/dossier/les-grenades/detail_solidarite-en-temps-de-pandemie-une-affaire-genree?id=10460115

¹³ <https://plus.lesoir.be/160655/article/2018-06-04/fs-pourfend-le-sexisme-dans-la-culture-belge>

« En raison de la mauvaise gestion du gouvernement, du manque de clarté de la législation et de la négligence du secteur dans son ensemble, de nombreuses questions douloureuses font maintenant surface, comme le manque de droits du travail, un statut peu clair ou l'absence de sécurité sociale », explique Daan Bauwens d'UTSOPI.

On peut supposer que, pour certains et certaines travailleuses du sexe, la survie financière tendue ne permet pas d'arrêter le travail et celui-ci doit en partie continuer de manière cachée.

Les femmes sans abri

Le nombre de femmes sans-abri est difficile à estimer mais les associations belges et les institutions en charge des affaires sociales estiment qu'elles représentent de 30 à 40 % des sans-abri¹⁴ et cette proportion ne cesse d'augmenter.

Déjà confrontées à des actes quotidiens de violence, les femmes sans abri ont vu leur situation se dégrader très rapidement dès la fermeture d'une partie des refuges mis à disposition pour cause de pandémie. Le temps que les travailleurs et travailleuses des services d'aide trouvent la parade pour accueillir en partie ou en totalité les habituées et nouvelles arrivantes avec ou sans enfants, nombre d'entre elles se sont retrouvées dans des situations très dangereuses avec leur lot de souffrances physiques et psychologique.

Du côté des professionnel.le.s, le stress de ne pas pouvoir venir en aide aux personnes a été durement vécu et certain.e.s ont tranché entre sécurité et conscience professionnelle, avec tout l'inconfort émotionnel et la prise de risque que cela représente.

Dans un article paru sur le site du Guide sociale, Ariane Dierickx, directrice générale de l'association L'Ilot à Bruxelles résume la situation vécue au début du confinement : « Pour éviter la catastrophe sociale que serait le renvoi à la rue des personnes et des familles sans aucune solution de logement, les équipes de L'Ilot réunies en comité de crise ce jour, ont pris la décision de maintenir coûte que coûte l'ouverture de leurs différents centres et services à Bruxelles et en Wallonie en veillant attentivement à l'application des recommandations fédérales. (...) Cette crise sans précédent révèle les failles insupportables d'une société incapable de proposer à toute sa population un logement digne et durable. Des solutions d'accès à un « chez soi » pour toutes et tous existent, l'association y travaille tous les jours. Au-delà de la crise exceptionnelle que nous traversons aujourd'hui et qui justifie évidemment des solutions et des budgets exceptionnels, il sera impératif de dégager des moyens tout aussi exceptionnels et structurels pour permettre à des femmes, des hommes et des enfants aux vies fracassées de retrouver une place pleine et entière au sein de notre société »¹⁵.

Sébastien Roy du Samu social en Belgique rappelle que beaucoup de femmes se sont retrouvées à la rue depuis le début du confinement à cause de violences domestiques en pleine augmentation.¹⁶

¹⁴ <https://www.rtl.be/info/belgique/societe/le-nombre-de-femmes-sans-abri-augmente-dans-la-capitale-elles-sont-confrontees-a-des-violences-importantes--1173882.aspx>

¹⁵ <https://pro.guidesocial.be/articles/actualites/les-sdf-risquent-de-faire-partie-des-oublies-de-la-crise-sanitaire>

¹⁶ https://www.rtf.be/info/dossier/epidemie-de-coronavirus/detail_coronavirus-des-femmes-en-detresse-hebergees-au-parlement-europeen-ici-on-est-respectees-et-ecoutees?id=10492782

Les demandeuses d'asile et les femmes sans papiers

Etre une femme migrante, en temps de pandémie, c'est être à la croisée des pires conséquences de la crise.

Evoquons d'abord les demandeuses d'asile en centre fermé : déjà privées de la plupart de leurs mouvements, leur sentiment d'enfermement n'a fait que s'accroître étant donné l'interdiction de sortir des centres et la fermeture des lieux collectifs internes. Etre confinée avec un ou plusieurs enfants dans des endroits exigus, c'est une réalité quotidienne pour beaucoup de ces personnes. Promiscuité, manque d'hygiène des lieux, absence de consignes d'hygiène spécifiques sont le terreau d'une transmission fulgurante de la maladie.

Puis, il y a celles qui travaillent. Elles sont autorisées à sortir des centres pour gagner un peu d'argent mais à quel prix ? Les secteurs exposés en première ligne au virus, dont le nettoyage, engagent très régulièrement ce public dit « peu qualifié » et précarisé qui accepte souvent l'inacceptable en termes de conditions de travail.

Et au milieu de tout ce maëlstrom, les femmes sans papiers, dans la clandestinité, doivent assurer leur survie et, dans de nombreux cas celle de leur famille, privées pour raison sanitaire des quelques lieux accueillants... Certaines ressortissantes étrangères ont reçu l'ordre de quitter le territoire endéans 30 jours. Une mesure administrative aberrante qui ne prend pas en compte la situation mondiale actuelle, à savoir la fermeture des frontières et la réduction du trafic aérien.

Que ce soit les garde-malades non déclarées, les nettoyeuses exploitées, les migrantes prostituées, les femmes sans papiers sans abri, cette population paye et payera au prix fort la crise sanitaire.

Les enjeux pour demain

Une crise annoncée ou comment dire non au discours du « bon père de famille »

Le monde d'après sera différent. Ou pas. A peine le virus plus ou moins contenu dans nos contrées que des voix politiques et patronales s'élèvent pour annoncer qu'il allait falloir passer à la caisse et rembourser les dépenses et pertes générées ces derniers mois. Le but de ce préambule aux enjeux de demain n'est pas d'analyser finement ces annonces inquiétantes mais de rappeler la manipulation politique constante autour de l'idée de cette dette à rembourser.

Comme l'explique Olivier Bonfond à travers son ouvrage « *Et si on arrêtait de payer? 10 questions/réponses sur la dette belge et les alternatives à l'austérité* paru en août 2012¹⁷, le fait de faire payer une dette est une question de choix politique et non de fatalité. Les gouvernements belges successifs n'ont eu de cesse de faire avaler à la population que celle-ci a le devoir de rembourser alors que de nombreuses sources dénoncent cette mécanique de l'endettement national comme illégitime et, en grande partie, provoquée par la spéculation et non par du gaspillage collectif.

¹⁷ BONFOND Olivier, *Et si on arrêtait de payer ? 10 questions/réponses sur la dette belge et les alternatives à l'austérité*, 2012, Aden.

Si on part du principe que cette prise de conscience est acquise, il sera plus aisé de démonter en partie les oppositions aux revendications sociales, féministes et humanistes reprises ci-après. Les choix politiques restent des choix.

Un état social fort et un renforcement des services publics et de la Sécurité sociale

Les organisations syndicales et les associations citoyennes doivent continuer leur travail de sensibilisation et de vulgarisation sur le rôle essentiel des services publics, de la sécu et taper sur le clou en rappelant que l'argent est bien là pour financer les besoins mais que les fuites liées à l'évasion fiscale, aux cadeaux fiscaux, à la dette illégitime du pays doivent être endiguées, rapidement, radicalement.

En France et en Allemagne, suite aux recommandations de la Banque centrale européenne, les entreprises ayant reçu des aides de l'État afin de faire face à l'actualité du coronavirus ne pourront, en aucun cas, verser des dividendes à leurs actionnaires. Une mesure juste qui permet d'investir cet argent dans les activités directes de l'entreprise, pour la formation et pour les travailleuses-eurs¹⁸. Et pourquoi pas chez nous ?

Édouard Delruelle, professeur de philosophie politique à l'ULiège et président de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, propose 3 lignes directrices pour restaurer l'État social :

1. Sanctuariser les soins de santé, donc leur financement, sur base d'une norme de croissance annuelle réaliste de 3 %, et en garantir l'accessibilité à tous ;
2. Promouvoir une économie mixte où l'État et les services publics retrouvent toute leur fonction stratégique, à côté des acteurs lucratifs mais aussi des acteurs de l'économie sociale et solidaire.
3. Ne pas faire payer la crise par les populations, comme celle de 2008, mais entamer au contraire une réforme fiscale structurelle qui mette réellement à contribution les revenus du capital et les bénéfices des sociétés¹⁹.

Amélioration des conditions de travail et de rémunération des services publics et du secteur du Care : pas sans les femmes !

Les engagements de nouvelles et nouveaux travailleurs pour stopper la logique du flux tendu est une priorité ainsi que l'augmentation des bas salaires. La pénibilité des métiers du Care doit être reconnue. Les textes et les règlements de travail doivent être revus à la lumière de la crise du Coronavirus. La valorisation des compétences des travailleuses de ces secteurs est un des vecteurs de prise de conscience de l'importance vitale de celles-ci et un levier contre les visions patriarcales et réductrices de ces métiers.

Mais tout cela ne se fera pas sans la présence massive des femmes au sein des groupes citoyens et des syndicats. Une analyse, au sein des collectifs, des processus sexistes et disqualifiants qui empêchent cette participation des femmes doit être une première étape vers plus de militance féminine.

¹⁸ <https://www.femmesprevoyantes.be/2020/04/10/analyse-2020-la-crise-sanitaire-du-covid-19-revelatrice-a-grande-echelle-des-failles-de-notre-systeme/>

¹⁹ <https://plus.lesoir.be/290099/article/2020-03-26/face-au-coronavirus-le-retour-de-letat-social>

Chômage temporaire

La « facilitation » du chômage temporaire pour cause de force majeure était nécessaire mais cette mesure ne permet pas de protéger de la pauvreté. En effet, cette mesure vient s'appliquer sur des situations inégalitaires. Ainsi, les femmes seront plus durement touchées notamment parce qu'elles sont sur-représentées dans les catégories salariales inférieures à 2.500€ et dans les emplois à temps partiel. De plus, selon le secteur d'activité, vous bénéficierez ou pas d'un complément à charge d'un fonds de sécurité d'existence ou de l'employeur. Les organisations syndicales et les collectifs citoyens doivent revendiquer un seuil-plancher correspondant au minimum au seuil de pauvreté pour réduire le risque de pauvreté.

Télétravail et garde des enfants

La remise en cause de la répartition stéréotypée des rôles dans la société et les familles à travers le travail de communication et de formation des associations et des collectifs de travailleur.se.s est fondamentale.

La Ligue des familles déclarait le 21 avril²⁰ : le manque de réaction du gouvernement pour répondre aux besoins des familles confinées et en télétravail. Depuis un congé « Corona » a été mis en place mais celui-ci exclut, par la perte de salaire qu'il induit, les plus pauvres des travailleurs et des travailleuses. Un congé plus ambitieux en termes de durées et d'allocations doit être urgemment proposé car un deuxième confinement reste une probabilité. Combien de parents et d'enfants vont-ils souffrir des conséquences d'une vie sous tensions ? Combien de risques seront pris petit à petit par les travailleurs et les travailleuses en confiant à leurs parents plus âgés leurs enfants, pour continuer à produire pour leurs employeurs ?

Comme abordé plus avant, les femmes assument encore majoritairement le soin des personnes dépendantes. La question du retour au travail se pose : qui va s'occuper des enfants qui ne retourneront pas à l'école ? Quel salaire va-t-on sacrifier au sein du ménage ? Après avoir sacrifié la santé des femmes travaillant dans les secteurs essentiels, va-t-on sacrifier les salaires de celles qui travaillent dans les autres secteurs ? Après avoir sacrifié les femmes aux premières lignes du front, va-t-on leur dire de retourner à la maison pour s'occuper de la marmaille, les hommes retournant au boulot pour subvenir aux besoins du ménage puisque qu'ils gagnent en moyenne 23% de plus que les femmes ?

L'enjeu ici est de faire prendre conscience que les modes d'organisation des familles ne sont pas anodins, qu'ils permettent aux inégalités sociales vis-à-vis des femmes de se perpétuer et que les politiques en place ne favorisent pas une remise en cause mais bien de laisser la charge de la famille « sur le dos » des femmes.

²⁰ <https://www.laligue.be/laligueur/articles/deception-a-la-ligue-des-familles-et-au-gezinsbond-le-gouvernement-ignorer-des-signaux-inquietants#>

Conclusion & perspectives

Conquérir l'espace public

Pour obtenir de nouveaux droits, de nouvelles avancées, être reconnues pour tous les sacrifices consentis en première, deuxième et troisième lignes, les femmes doivent être visibles sur les terrains politique, social, économique et culturel.

Cette conquête de l'espace public passe par la représentativité : être là pour faire entendre leurs réalités, leur vécu suite à la crise sanitaire, comment celle-ci les a affectées, changées, parfois renforcées en tant que militantes. L'occupation du terrain politique par les femmes passe aussi par les syndicats et donc par leur capacité à faire de plus en plus de place aux camarades féminines, qui rappelons-le, représentent autour des 50% des membres et moins de 20 % des cadres pour la FGTB.

Liberté, autonomie et vice versa !

Pouvoir vivre pleinement sa vie en tant que personne, peu importe le genre, passe par l'autonomie et notamment financière. L'égalité salariale, effective et indiscutable et reste un des jeux fondamentaux pour permettre aux femmes d'être indépendantes : être émancipées et choisir de rester ou de quitter une famille, un couple, un emploi, une collectivité notamment.

La revalorisation des salaires des secteurs féminins et la suppression des temps partiels non-choisis sont également des clefs pour faire sauter les verrous de la précarité, des rôles sociaux assignés en partie par calcul économique.

Qui dit autonomie, dit plus de liberté pour participer à la société, pour militer et soutenir les mouvements sociaux de la manière que l'on choisit par et pour soi-même, en étant petite mains ou coordonnatrice.

A l'intersection de nos vies

Pour rassembler les forces, dans ce contexte de crise annoncée, il faudra aussi prendre conscience que notre réalité, en particulier de blanc.he.s occidentaux.les n'est pas celle de toutes et tous ici en Belgique et dans le reste du monde.

L'auteure afro américaine, Kinberlé Crewshaw²¹ a créé un mot pour résumer la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de domination ou de discrimination dans une société : l'intersectionnalité . Il existe une multitude de situations à la croisée des chemins et additionner un genre, un couleur et une situation sociale non conformes aux standards dominants annonce un parcours plus complexe. Accueillir ces personnes et créer ou renforcer la solidarité avec

²¹ <https://lesglorieuses.fr/intersectionnalite/?v=d3dcf429c679>

elles demandent une écoute, une analyse et des réponses différentes mais avec un socle commun : celui de se libérer de la domination, celle du patriarcat et du capitalisme.

Il faudra donc s'assurer que nos revendications et nos combats post-Covid-19 se construisent avec toutes les femmes : infirmière noire, blanchisseuse sans papier, sdf blanche, mère célibataire handicapée...

Voilà un deuxième pas, pour construire quelque chose de plus juste, une société qui même aux moments les plus confus, effrayants, dangereux de son histoire, restera aux côtés de toutes et tous, sans oublier ni la première, ni la deuxième, ni la troisième ligne.